

# NOTRE INCAPACITE A FAIRE DES CHOIX EST UN PROBLEME

CE DERNIER GT DIE DE L'ANNEE, PRESIDE PAR LE DIRECTEUR DE LA DIE, ETAIT ESSENTIELLEMENT DEDIE A LA PROBLEMATIQUE DU SOUTIEN DANS TOUS SES ASPECTS. UN SUJET DONC ASSEZ CLIVANT SUR LEQUEL LA CFDT DEPUIS DE NOMBREUSES ANNEES FAIT REMONTER LES MECONTENTEMENTS DES AGENTS...

Aucuns propos liminaires n'ont été remontés en dehors de la Déclaration liminaire de la **CFDT** (en fin de CR).

Le directeur de la DIE répond à la **CFDT** que l'administration ne nie pas que le soutien n'est pas au beau fixe. Mais il revendique que depuis une dizaine d'années, le bilan est tout de même aujourd'hui plutôt positif. Il y a eu des investissements importants.

Il y a enfin une bonne dynamique qui va prendre encore un peu de temps. La DIE regarde où il va falloir porter l'effort dans chaque centre et ajuster potentiellement l'organisation de la chaîne de soutien. Ces travaux d'analyses vont être menés jusqu'à mi-2026.

Il y a des situations locales qu'il faudra prendre en compte avec potentiellement des points d'application particuliers par rapport au modèle générique. Cela pourra aller également jusqu'à une ré internalisation de certaines tâches de soutien si nécessaire...

Le directeur de la DIE partage la remarque de la **CFDT** sur le grand nombre de SI qu'il est très difficile de s'approprier. Il argumente que nous ne sommes pas seuls (DGA) dans la manœuvre et nous subissons les outils, interministériel, ministériel ou locaux.

Le S2NA reste très pro actif sur ce sujet. En complément le responsable du S2NA indique qu'il faut que les outils métier soient communicants. « On essaie de guider les gens vers les bons outils plutôt qu'une offre trop prolifique ».

La discussion sur le sujet de l'IA est renvoyée au GT RH de la DGA.

Le directeur de la DIE indique sa volonté de revaloriser la fonction du soutien. Il faut qu'on revienne à un point d'équilibre entre la

priorité donnée aux activités programme et le soutien. La prise de conscience est en cours. Le nouveau DGA aurait été réceptif à ce message.

Le directeur adjoint de la DIE avance que de nouveaux indicateurs sont à mettre en place avec par exemple la disponibilité des plateformes d'essai et l'utilisation des faits techniques. La possession de ces données nous permettrait de nous mettre en position favorable pour discuter avec les opérateurs extérieurs.

Le précédent GT DIE ayant eu lieu début novembre, il n'y a pas d'évolution sur la revue des actions en cours hormis le rajout de deux sujets évoqués lors de la précédente réunion, dont la question de la **CFDT** sur la possibilité pour les agents de pouvoir évoquer un droit de retrait quand l'administration ne leur donne pas les moyens d'appliquer les règles de SSI et qu'ils se trouvent personnellement face à un risque pénal.

L'ordre du jour a ensuite été déroulé.

## SOUTIEN EN ADMINISTRATION CENTRALE

Il a fallu prioriser l'activité du soutien à cause du « recasernement » DGA lié à Impulsion. Plus de 800 déménagements ont eu lieu sur Balard.

Il a été mis fin à la pratique des salles communes que des services se réservaient pour leur usage. Elles sont remises à la mutualisation des espaces de réunion et à la réservation sur Opale.

Cet été des lots de fraîcheur ont vu le jour à Balard, ce sont des pièces climatisées ou plus fraîches du fait de leur situation géographique, répertoriées et identifiées.

Réseau classifié CNC est aujourd'hui en place.

## NOTRE INCAPACITE A FAIRE DES CHOIX EST UN PROBLEME

### DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ARMEMENT

Sur Balard, la DGA devra encore densifier ses bureaux. Il y a une volonté de délocaliser une partie du personnel vers les centres, mais cette manœuvre est complexe. Le directeur de la DIE veut que la délocalisation se fasse par entité complète pour ne pas éclater géographiquement les équipes.

La **CFDT**, consciente des difficultés des travailleurs verticalisés isolés, ne peut que soutenir cette précaution

Du côté d'Arcueil dont le fonctionnement du soutien est « embasé » en BdD, c'est de l'aveu de l'administration plus compliqué qu'à Balard. Il y a 15 entités différentes de la DGA sur le site d'Arcueil qui est aujourd'hui à saturation mais pour lequel il y a encore des demandes d'intégration comme la BGARM.

#### **SOUTIEN SID**

Le renouvellement du contrat de service cadre entre la DGA et le SID aura lieu en 2026.

Le Directeur de la DIE convient que partout il entend parler de problèmes d'infra quand il se déplace dans les centres. Le directeur de la DIE a demandé une objectivisation. Il a eu ensuite une réunion avec le directeur du SID. Des choses ont été découvertes. Un travail commun est fait sur des actions concrètes pour essayer de comprendre les difficultés.

Cela marche mieux quand des équipes spécialisées infra ont été mises en place pour gérer les interfaces. Les problèmes ou leurs résolutions sont très souvent liés à la qualité de la relation qu'il peut y avoir entre les différentes équipes SID et DGA. Il faut donc du dialogue local pour que le SID apprécie l'importance des travaux que la DGA leur demande.

Les contrats de service sont et seront négociés avec les USID locaux en fonction des réalités de terrain. L'outil SICLOP va être testé sur DGA EM Site Méditerranée, avec pour objectif le développement d'une méthode pour optimiser le temps global d'une opération.

La **CFDT** note ces nouvelles bonnes intentions, mais relève que rien ne se fera non plus sans des budgets au vrai niveau des besoins !

#### **SOUTIEN SCA**

Transport : 82,6% c'est le taux de disponibilité des véhicules de la gamme commerciale (VGC) prépositionnés dans les centres de la DGA. Bien qu'en bonne évolution, ce taux n'est pas suffisant.

Suite aux dernières réunions la DGA constate que nous sommes aujourd'hui meilleurs que les autres entités du MinArm au niveau de la mutualisation. Les centres doivent maintenant valoriser leur besoin de VGC auprès des BdD, car il n'y a plus de gestion en central.

La problématique de l'assurance des véhicules en LDT (liaison domicile travail) stationnés chez les agents est ré-évoquée. La **CFDT** saisira la FSR DGA sur ce sujet.

Des difficultés sont remontées sur certains marchés sensibles touchant au gardiennage ou aux pompiers. Le processus des cartes achats est pleinement satisfaisant, il n'y a pas de dérive constatée et son utilisation est fortement conseillée par le SCA.

Sur l'EDA et la restauration, l'application de la loi EGALIM serait en progrès. Pour la **CFDT** il est dommage que cela ne soit pas suffisamment mis en avant sur les points de restauration. Les résultats d'enquêtes satisfactions clients sont assez disparates en fonction des sites. Une problématique nous est remontée sur le financement des marchés. Le client du marché de restauration c'est l'état à travers ses établissements.

C'est donc l'état qui paye le prestataire. Or aujourd'hui l'EDA qui collecte la contribution des agents qui utilisent les services de restauration traîne des pieds pour reverser l'argent aux établissements. Le contentieux général entre la DGA et l'EDA s'élèverait actuellement à 1,7 M€

La **CFDT** et les autres OS ont redemandé à ce que l'affichage en caisse du prix payé par les clients soit rétabli. Normalement c'est la loi. Apparemment l'EDA ne propose pas de solution et renvoie au financement de ces équipements complémentaires par les établissements. Sinon l'EDA répond que si vous voulez savoir combien vous payez, « demandez votre ticket ». Pour la **CFDT** ce

## NOTRE INCAPACITE A FAIRE DES CHOIX EST UN PROBLEME

positionnement fait preuve de très mauvaise foi de la part de l'EDA.

### **SOUTIEN CIMOB**

Le changement de version de Chorus DT pour relier l'outil au service de réservation de billets de train est repoussé en début d'année.

L'arrivée de l'outil Alidade pour les réservations est prévue à partir de mars, pour la prise en charge directe de l'hôtellerie et du transport ferroviaire.

Le paramétrage de communes dans Chorus est maintenant revenu à son ancienne version. Le problème est considéré réglé. La plupart des EF encore en souffrance ont pu être résolus.

Pour le taux abondé pour missions régulières, le CIMOB n'applique pas correctement la réglementation. Pour la **CFDT** cela n'est pas acceptable et les agents attendent simplement ce qui leur est légalement dû !

### **SOUTIEN CND SOLIMP**

Le marché Solimp 4 est en place mais on constate des problèmes d'évacuation des vieux copieurs.

Il reste encore quelques difficultés de fonctionnement sur certains sites.

### **SOUTIEN EMA GESTION DE COURRIER ELECTRONIQUE**

Il y a encore quelques problèmes avec le nouveau logiciel. Les anciennes données n'ont pas été totalement rechargées donc on a perdu l'historique. Une action serait en cours.

### **DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ARMEMENT**

Il existe de nombreux opérateurs de soutien, et pour chacun des difficultés fonctionnelles et des contrats de service qui ne sont pas assurés dans leur totalité. Le directeur de la DIE nous dit que majoritairement ça fonctionne et que les dysfonctionnements sont à la marge.

Pour la **CFDT**, si chaque souci fonctionnel pris individuellement peut effectivement être (ou pas) anecdotique, c'est le cumul permanent de la confrontation à l'ensemble de ces problèmes qui rend la vie quotidienne des agents exécrable !

On constate des volontés d'efforts, mais, là encore, si les moyens financiers et humains ne sont pas mis en place dans le soutien, la qualité des prestations ne pourront pas s'améliorer.

Lors de nos échanges le directeur de la DIE nous a dit que « Notre incapacité à faire des choix est un problème ». Elle n'est malheureusement pas un problème qu'à la DIE ! C'est la DGA et le Ministère qui pâtit de ce nouveau mal de l'indécision qui nous gangrène, particulièrement dans le milieu du soutien.

Paris, le 5 décembre 2025



**DL CFDT**

**GT DIE du 27 novembre 2025**

Monsieur le Directeur Mesdames Messieurs.

Les réunions se suivent et se ressemblent : inconfort thermique quand ce n'est pas travail sous infiltrations d'eau, insuffisance de RH que ce soit à la DGA ou au SID. Les planches présentées cette année sont pratiquement similaires à celles de 2024.

Les difficultés rencontrées dans le soutien, au sens large, s'accumulent et ne semblent pas se résorber malgré l'ambition de simplification et les travaux menés par le service STP.

L'IA, les nouveaux outils collaboratifs devaient pourtant nous aider dans notre quotidien. Malheureusement, mis à part la formation en ligne sur l'IA qui donnent des clés d'utilisation de Genial (nous pouvons saluer cette initiative), nous constatons l'absence de mise en place de vraies formations et pas seulement de webinaires, quand ils existent. Klaxoon, Origine, par exemple, restent encore trop confidentiels. Les utilisateurs potentiels se découragent rapidement.

Quid de Corail (ou Nemo, Dory, Perle ?) versus Elise-Arcade dont le personnel n'a toujours pas compris l'utilité ? Quid de tous ces logiciels qui changent à peine avez-vous l'impression de commencer à comprendre comment ils fonctionnent ?

Tous ces outils ne pourront cependant pas pallier les manques de ressources. Nous pouvons toujours rêver d'une livraison de nos matériels via des drones, le déballage via des robots, l'étiquetage et l'enregistrement automatique dans la GLB, il faudra tout de même une personne pour s'assurer que le matériel est en bon état, fonctionnel, définir et réaliser ou faire réaliser les interfaces électriques ou mécaniques etc.

Le personnel dans le soutien doit croître en proportions des effectifs et des missions. Plus de personnels aux achats permettraient de passer plus d'actes et

de sortir du carcan de certains accords cadre. Plus de personnel au SID, un meilleur accompagnement de la DGA qui a perdu les compétences nécessaires à l'expression de son besoin. Plus de personnel au RH afin que les éléments variables de paye soient saisis dans des délais raisonnables et que la mise à jours des fiches de poste colle aux évolutions de structures. Pourquoi l'agilité demandée dans les programmes n'est-elle pas mise en œuvre au niveau du soutien ? N'est-ce pas normal que la DGA ait des difficultés à spécifier vers le SID dans un contexte aussi fluctuant ? Moyens d'essais dont le financement est stoppé ou retardé, contraintes d'homologation imposées sans prise en compte des usages, transformations incessantes qui induisent de nouveaux casernements et changent l'affectation des locaux, tout ceci contribue à des modifications à court terme des plans prévisionnels. L'absence d'investissements sur le long terme par des budgets contraints concourent au mieux à l'accumulation de petits travaux, au pire à la dégradation des bâtiments, et un coût d'entretien final sans doute plus important qu'une construction neuve et des conditions de travail dégradées.

La CFDT est consciente que tout cela n'est pas simple. Mais sans soutien performant, les agents s'épuisent et la DIE ne pourra pas atteindre les objectifs visés.

Merci de votre écoute

